

Version en français du discours prononcé le 24 septembre 2009 à l'Université de la Sarre par le Dr. Hughes-Jehan Vibert à l'occasion de la remise du prix Dieter Meurer pour la promotion de l'informatique juridique.

<http://lawgical.jura.uni-sb.de/index.php?/entry/531-EDV-GT-Dieter-Meurer-Foerderpreis-verliehen.html>

---

Le 16 novembre 1997 une déclaration de quelques lignes fut à l'origine d'un événement important dans le domaine de l'informatique juridique.

Cette déclaration s'accompagnait de la mise en place sur l'internet d'un accès aux données publiques d'un pays, la France, rendu accessible sur le serveur d'un autre pays, l'Allemagne, ou plutôt d'un *Land* d'un million d'habitants : la Sarre.

La déclaration de Sarrebruck, puisque c'est son nom, n'était pas seulement le fait d'un groupe structuré comme des universitaires ou des représentants d'associations, mais également le fait d'individus de plusieurs pays, conscient des possibilités de l'internet et intéressés par son utilisation pour la diffusion du droit. L'adage selon lequel « *nul n'est censé ignorer la loi* » devait être rendu effectif sur l'internet. Cette déclaration eut manifestement un effet subversif conduisant à accélérer la diffusion des lois pour tous et, avec le temps, à la mise en place en France de Legifrance, *le service public de l'accès au droit*.

Parmi les signataires de cette déclaration, il était naturel de retrouver feu le professeur Dieter Meurer dont je suis fier et honoré de recevoir cette année le prix qui porte son nom.

Je parlais d'une date importante pour l'informatique juridique, il s'agissait en fait d'autre chose. La déclaration de Sarrebruck marque à mes yeux (et à ma connaissance) la naissance de l'internet juridique : un ensemble prenant en compte l'informatique au niveau matériel et logiciel mais également les individus connectés et leurs expressions pour l'accès au droit. Avec 5 ou 6 nationalités représentées parmi les signataires de cette déclaration nous entrons dans une autre dimension.

Ce temps semble loin, il préfigurait pourtant toutes les manifestations qui s'expriment naturellement sur l'internet du présent. Le web 2.0 n'est qu'une formule pratique ; l'internet, par définition, permet ces interconnexions d'individus et de bases de données qui prennent un sens lorsque sont dessinés des usages, qu'il rend possible. C'est cette notion d' « usages propres à l'internet et pour le droit » qui a motivé la mise en place du projet JurisPedia.

Le 16 novembre 1997 j'étudiais au Québec où j'ai eu la chance de travailler avec d'autres étudiants qui avaient la particularité d'avoir été juges en Afghanistan, en Algérie, au Rwanda... Réfugiés au Canada, ils devaient recommencer leurs études s'ils souhaitaient continuer à travailler dans le droit. Nous nous retrouvions eux et nous, les étudiants classiques, sur un plan d'égalité administrative alors qu'ils étaient tous des juristes expérimentés. Ils se retrouvaient dans la situation d'apprendre le droit canadien ou québécois, suivant humblement des cours, mais personne ne semblait estimer qu'ils avaient quelque chose à apporter à l'apprentissage de la science juridique.

Un des usages envisagés du projet JurisPedia visait à combler ce manque ; à permettre des échanges d'expériences et de connaissances autour du droit, à l'échelle internationale et, cela est apparu comme une évidence, dans un cadre universitaire, car l'Université constitue partout dans le monde un symbole fort, dédié au savoir et à l'excellence.

Si le projet JurisPedia est rendu accessible sur un wiki, il ne s'agit que d'un moyen permettant de le réaliser. Le projet repose avant tout sur le droit et, nous le voyons depuis 5 ans, si le projet est ouvert, ce sont seulement des juristes qui y contribuent le plus souvent, s'exprimant dans une des 7 versions linguistiques du projet. Au fil du temps, nous avons eu recours à d'autres outils comme une utilisation de moteurs de recherche dédiés à l'information juridique accessible dans une cinquantaine de pays allant de l'Islande à la Chine, en passant par les États-Unis, l'Allemagne, la Colombie et l'Égypte.

Le projet a également évolué dans sa ligne éditoriale. S'il reste ainsi systématiquement ouvert pour l'ajout de notions générales, il peut-être l'occasion de publications plus classiques qui seront fermées à l'édition lorsque l'auteur (ou les auteurs) estimeront la rédaction achevée.

Cet ensemble structuré, par les connaissances des 16000 juristes inscrits, participants à des degrés divers selon leurs disponibilités et leurs envies et par la sélection des sources d'information pertinentes, ouvre des possibilités que seul l'internet rend possible. De fait, le projet prend la forme de ce à quoi pourrait ressembler une encyclopédie juridique.

Car avec 200 États dans le monde, auxquels s'ajoutent le droit des différents États fédérés, *lander*, *states* ou *provinces*, force est d'admettre que l'encyclopédie juridique n'existe pas.

Ce n'est pas le projet JurisPedia qui a rendu cette éventualité possible, c'est l'internet qui par les connexions non seulement techniques mais aussi humaines rend l'encyclopédie juridique envisageable, dans sa globalité et dans son exhaustivité, en dépit de toutes les fractures. Les fractures numériques bien entendu mais aussi les fractures culturelles et, vous constatez que j'en suis ici la première victime, les fractures linguistiques.

(La professeure docteure Tinka Reichman, Madame Anne von Zukowski et Monsieur Pierre Matringe ont tenté de me soigner cette dernière fracture, en traduisant mon texte en allemand, je les en remercie vivement)

Je disais être fier de l'honneur qui m'est fait ici, je n'oublie pas que ce travail est collectif et que se trouvent ainsi également honorés, j'en suis certain, toutes les personnes qui ont contribué ou qui contribueront à JurisPedia. Le prix sera consacré au développement de ce projet. Pour cela aussi, nous vous remercions.